

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MARS 1920.

Proposition de loi relative aux traitements des gardes champêtres.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi, établissant un barème de minima de traitement pour les gardes champêtres, vient en aide aux parias, peut-on dire, des fonctionnaires communaux. Jusqu'à ce jour, les traitements de ces modestes agents sont réglés par un minimum de barème arrêté par le Conseil provincial de chaque province. Leurs traitements, encore en ce moment, sont des aumônes.

En Flandre orientale, le traitement des gardes champêtres est de 400 francs, traitement minimum initial dans les communes de 500 habitants et en dessous; dans les communes de 501 à 1,000 habitants, 500 francs; dans les communes de 1,001 à 1,500 habitants, 600 francs; de 1,501 à 2,000 habitants, 700 francs; de 2,001 à 2,500 habitants, 800 francs.

Donnons quelques exemples pratiques : le garde champêtre de Baelegem touche 945 francs et doit entretenir 10 personnes; celui d'Idegem touche 810 francs et doit nourrir 7 personnes; celui de Gysenzele, nommé depuis 1880, touche 640 francs et entretient 9 personnes; celui de Grammene touche 625 francs et soigne 11 personnes; celui de Hansbeke reçoit 840 francs et doit soigner pour 10 personnes.

Avouons, Messieurs, qu'une telle situation ne peut perdurer. Un barème égal fixé par une loi pour tout le pays, avec un minimum de traitement raisonnable, doit intervenir et permettre à ces malheureux fonctionnaires communaux de vivre honorablement, de pourvoir aux besoins de leur famille, de leur accorder enfin un traitement conforme aux nécessités du moment et

à la position de l'agent. Le barème que nous proposons est bien modeste, — quelques-uns le trouveront trop modeste, — mais il a été discuté et arrêté par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire par la Fédération provinciale des gardes champêtres de la Flandre orientale, après mûres réflexions. Si les gardes champêtres étaient des agents du Gouvernement, devant consacrer tout leur temps de jour et de nuit à la police, comme en Hollande, et comme, à mon avis, on devrait les avoir en Belgique, nous proposerions un barème bien supérieur, égal à celui des agents du Gouvernement, mais ils sont et restent agents communaux, la généralité ayant une petite exploitation agricole ou un gagne-pain qui complète le produit de leur traitement. Nous maintenons cette situation.

De plus, nous leur permettons de faire appel au Roi, au cas où la Députation permanente n'approuve pas les traitements votés par le Conseil communal. A la séance du 21 mai 1914, l'honorable M. Souplit signalait que la Députation permanente du Hainaut se refusait à approuver l'application des augmentations votées par les communes.

En Flandre orientale également, des nouveaux barèmes votés par les Conseils communaux sont rejetés des budgets communaux, et aucune explication n'est donnée à l'intéressé ni à l'administration communale. Voilà ce que l'on appelle l'autonomie communale ! L'administration communale mieux que l'administration provinciale est en état de juger si le garde champêtre est digne d'une augmentation de traitement ou non. Or, par suite du rejet du budget, de l'augmentation votée par le Conseil communal, l'intéressé est impuissant à obtenir satisfaction. Il n'y a pas d'appel ! Messieurs, on ne condamne pas quelqu'un sans l'entendre, sans lui permettre d'aller en appel ; c'est ce que nous proposons, en disant : un recours au Roi est ouvert aux titulaires contre les décisions des Députations permanentes fixant le montant de leur traitement initial ou leur refusant une augmentation de traitement annuelle soit facultative ou extraordinaire.

Enfin, nous proposons l'intervention de l'État par moitié dans les traitements et les augmentations annuels dans les communes de moins de 5,000 habitants.

Cette intervention est justifiée parce que les communes de moins de 5,000 habitants sont dans l'impossibilité de payer des traitements relativement élevés, vu la mauvaise situation financière du jour. De plus, le service des gardes champêtres et de la police est souvent général et ils travaillent aussi bien pour l'État que pour la commune ; une grande partie du travail qu'on leur impose est requis par l'État, dès lors une intervention de l'État dans les traitements se justifie.

C'est avec confiance, Messieurs, que nous avons l'honneur de vous présenter le barème des traitements des gardes champêtres, assurés que vous approuverez, à bref délai, les principes équitables que nous soumettons à vos délibérations.

MAENHAUT.

Proposition de loi relative aux traitements des gardes champêtres.

ARTICLE PREMIER.

L'article 58 du Code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le traitement des gardes champêtres est fixé par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial.

» Il ne peut être inférieur aux taux indiqués ci-après non compris les frais d'habillement, d'équipement et d'armement :

1 ^o Communes de moins de 1,000 habitants.	fr. 1,500
2 ^o Communes de 1,001 à 1,500 habitants	1,800
3 ^o Communes de 1,501 à 2,000 habitants	2,100
4 ^o Communes de 2,001 à 2,500 habitants	2,400
5 ^o Communes de 2,501 à 3,000 habitants	2,700
6 ^o Communes de plus de 3,000 habitants.	3,000

» Tous les trois ans, le garde champêtre a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 5 %.

» L'augmentation triennale cessera d'être obligatoire lorsque le garde champêtre comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der veldwachters.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 58 van het Landelijk Wetboek wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De jaarwedde van de veldwachters wordt door den gemeenteraad vastgesteld, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

» Zij mag niet minder bedragen dan de hierna vermelde sommen, buiten de kosten van kleeding, uitrusting en bewapening :

1 ^o Gemeenten beneden 1,000 inwoners	fr. 1,500
2 ^o Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners.	1,800
3 ^o Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners	2,100
4 ^o Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners	2,400
5 ^o Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners.	2,700
6 ^o Gemeenten van meer dan 3,000 inwoners	3,000

» Om de drie jaren heeft de veldwachter recht op eene verhooging zijner aanvangswedde, bepaald op 5 t. h.

» De driejaarlijksche verhooging is niet langer verplicht, wanneer de veldwachter den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren heeft om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

» L'augmentation triennale pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au garde champêtre qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

» Le garde champêtre devra être préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications. Ce procès-verbal sera signé par le président du Conseil communal et le garde champêtre intéressé. Une expédition en sera transmise à la Députation permanente.

» Un recours au Roi est ouvert aux titulaires contre les décisions des Députations permanentes fixant le montant de leur traitement initial ou leur refusant une augmentation de traitement annuelle, soit facultative ou extraordinaire.

» Le traitement est payé aux titulaires par mois; il prend cours à dater du jour de l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement au garde champêtre démissionnaire ou révoqué et, en cas de décès, à ses ayants droit.

» Les traitements seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte du nombre d'années de service du titulaire. Il en sera de même, lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

» Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

» De driejaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den veldwachter die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

» De veldwachter moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt door den voorzitter van den gemeenteraad en door den betrokken veldwachter ondertekend. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie.

» De titularissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, welke het bedrag hunner aanvangswedde vaststellen of hun eene niet verplichte of buitengewone jaarlijksche verhooging van wedde weigeren.

» De jaarwedde van den titularis wordt hem per maand betaald; deze jaarwedde loopt vanaf den dag, waarop hij in bediening treedt. Elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den ontslagnemenden of afgezetten veldwachter en, in geval van overlijden, aan zijne rechthebbenden.

» De jaarwedden worden, overeenkomstig bovenstaande bepalingen, herzien te rekenen van 1 Januari 1920, volgens de bevolking der jongste tienjaarlijksche volkstelling en met inachtneming van het getal dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking, blijken uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

» De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de verhoogingen, voorzien bij bovenstaand lid 3, te berekenen.

» Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci-dessus, restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions. »

ART. 2.

La loi du 31 octobre 1919 imposant aux communes l'obligation de payer à leurs agents une indemnité de vie chère, dont le taux trimestriel doit être fixé par la Députation permanente, cessera, en ce qui concerne les gardes champêtres, de sortir ses effets à dater de l'application de l'article premier ci-dessus.

ART. 3.

Il est interdit aux gardes-champêtres de tenir des débits de boissons, même par personne interposée, à peine de suspension et, en cas de récidive, de révocation. Le garde champêtre intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications comme il est prescrit ci-dessus par l'article premier.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

En cas d'inaction du Conseil communal et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le gouverneur de la province, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

» De huidige jaarwedden, welke het hierboven vastgestelde bedrag mochten overschrijden, blijven verworven en mogen niet worden verminderd zoolang de titularissen in bediening blijven. »

ART. 2.

De wet van 31 October 1919, krachtens welke de gemeenten verplicht zijn aan hunne beambten een duurtebijslag te betalen, waarvan het driemaandelijksch bedrag door de Bestendige Deputatie moet worden vastgesteld, houdt op, wat de veldwachters betreft, van kracht te zijn vanaf den dag waarop bovenstaand eerste artikel wordt toegepast.

ART. 3.

Het is aan de veldwachters verboden, dranksluiterijen te houden, zelfs door een tussenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. De betrokken veldwachter moet vooraf worden gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt, zooals door bovenstaand eerste artikel wordt voorgeschreven.

Welke ook de gewezen straf zij, moet de beslissing van den gemeenteraad aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep komen binnen vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd beteekend.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op censluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

Les gardes champêtres peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 4.

Dans les communes de moins de 5,000 habitants l'État interviendra pour la moitié dans les traitements et augmentations triennales.

De veldwachters kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen van den Gouverneur, welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

ART. 4.

In de gemeenten beneden 5,000 inwoners draagt de Staat de helft van de jaarwedden en van de driejaarlijksche verhoogingen.

J. MAENHAUT.

S. WINANDY.

CAM. MOSTAERT.

J.-B. PÉRIQUET.

A. BUYASSE.

CAM. OZERAY.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1920.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der veldwachters.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel tot vaststelling van een rooster van minimum-wedde voor de veldwachters wil deze paria's, zoo mag men ze noemen, van de gemeentebedienden te hulp komen. Tot heden toe worden de wedden van deze nederige bedienden geregeld volgens een minimum-rooster vastgesteld door den Provinciaalen Raad van elke provincie. Thans nog zijn die wedden echte aalmoezen.

In Oost-Vlaanderen bedraagt de jaarwedde der veldwachters 400 frank, minimum-aanvangswedde in de gemeenten van 500 inwoners en minder; in de gemeenten van 501 tot 1,000 inwoners, 500 frank; in de gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners, 600 frank; van 1,501 tot 2,000 inwoners, 700 frank; van 2,001 tot 2,500 inwoners, 800 frank.

Hier volgen eenige practische voorbeelden : de veldwachter van Baelegem trekt 945 frank en moet 10 personen onderhouden; die van Idegem trekt 840 frank en moet 7 personen den kost geven; die van Gysenzele, benoemd sedert 1880, trekt 640 frank tot onderhoud van 9 personen; die van Grammene trekt 625 frank voor 11 personen; die van Hansbeke moet met 840 frank 10 personen onderhouden.

Laten wij erkennen, Mijne Heeren, dat zulke toestand niet kan blijven duren.

Een gelijke loonrooster, door de wet bepaald voor geheel het land, met een redelijk minimum van wedde, moet worden vastgesteld opdat die ongelukkige gemeenteambtenaren zouden fatsoenlijk kunnen leven en voorzien in de behoeften van hun gezin; er moet hun een wedde verleend worden, welke overeenkomt met de tegenwoordige levensduurte en met den stand van den beambte. De wedderooster, dien wij voorstellen, is zeer bescheiden — door sommigen zal hij al te bescheiden geacht worden; — hij werd besproken en, na rijpe overweging, vastgesteld door de belanghebbenden zelf, namelijk door

den Provincialen Bond der Veldwachters van Oost-Vlaanderen. Waren onze veldwachters Regeeringsambtenaren, die al hun tijd, nacht en dag aan de politie moeten besteden, zooals in Holland en zooals het, mijns inziens, in België ook zou moeten zijn, dan zouden wij een veel-hoogeren loonrooster voorstellen, gelijk aan dezen van de Regeeringsambtenaren; doch ze zijn en blijven gemeenteambtenaren, die meest allen een stukje land behouwen of een broodwinning hebben, welke de opbrengst van hun wedde aanvult. Dien toestand behouden wij.

Daarbij, wij laten hun toe, in beroep te komen bij den Koning, in geval de Bestendige Deputatie de wedden, welke door den gemeenteraad aangenomen werden, niet goedkeurt. Ter vergadering van 21 Mei 1914 wees de achtbare heer Soupliter op, dat de Bestendige Deputatie van Henrgouw weigerde de toepassing der door de gemeenten toegestane verhoogingen goed te keuren.

Ook in Oost-Vlaanderen worden nieuwe loonroosters, door de gemeenteraden toegestaan, uit de begrotingen der gemeente verworpen, zonder dat eenige uitlegging aan den belanghebbende of aan het gemeentebestuur gegeven worde. Dat is gemeentelijke zelfstandigheid! Het gemeentebestuur is beter dan het provinciaal bestuur in staat te oordeelen of de veldwachter al of niet een wedde verhooging verdient. Welnu, daar de door het gemeentebestuur toegestane verhooging uit de begroting verworpen werd, kan de belanghebbende geen voldoening bekomen. Er is geen beroep mogelijk!

Mijne Heeren, men veroordeelt niemand zonder-hem te hooren, zonder hem toe te laten beroep aan te tekenen; dat stellen wij voor, waar wij zeggen: De titularissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, welke het bedrag hunner aanvangswedde vaststellen of hun eene niet verplichte of buitengewone jaarlijksche verhooging weigeren.

Wij stellen ten slotte voor, dat de Staat voor de helft zou bijdragen in de wedden en jaarlijksche verhoogingen in de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners.

Die bijdrage is gewettigd, omdat het voor de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners onmogelijk is, betrekkelijk hooge wedden te betalen, aangezien de tegenwoordige financieele toestand slecht is. Daarbij, de veldwachters en de politie verrichten dikwijls algemeenen dienst en zij werken zoowel voor den Staat als voor de gemeente: een groot gedeelte van het hun opgelegde werk wordt door den Staat opgelegd; dus is eene bijdrage van den Staat in de wedden gewettigd.

Met vertrouwen, Mijne Heeren, hebben wij de eer U den loonrooster der veldwachters voor te leggen, verzekerd dat gij de billijke beginselen, die wij aan uwe beoordeeling onderwerpen, binnen korten tijd zult goedkeuren.

MAENHAUT.

Proposition de loi relative aux traitements des gardes champêtres.

ARTICLE PREMIER.

L'article 58 du Code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le traitement des gardes champêtres est fixé par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial.

» Il ne peut être inférieur aux taux indiqués ci-après non compris les frais d'habillement, d'équipement et d'armement :

1° Communes de moins de 1,000 habitants.	fr. 1,500
2° Communes de 1,001 à 1,500 habitants	1,800
3° Communes de 1,501 à 2,000 habitants	2,100
4° Communes de 2,001 à 2,500 habitants	2,400
5° Communes de 2,501 à 3,000 habitants	2,700
6° Communes de plus de 3,000 habitants.	3,000

» Tous les trois ans, le garde champêtre a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 5 %.

» L'augmentation triennale cessera d'être obligatoire lorsque le garde champêtre comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der veldwachters.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 58 van het Landelijk Wetboek wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De jaarwedde van de veldwachters wordt door den gemeenteraad vastgesteld, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provinciaal Raad.

» Zij mag niet minder bedragen dan de hierna vermelde sommen, buiten de kosten van kleeding, uitrusting en bewapening :

1° Gemeenten beneden 1,000 inwoners	fr. 1,500
2° Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners.	1,800
3° Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners	2,100
4° Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners	2,400
5° Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners.	2,700
6° Gemeenten van meer dan 3,000 inwoners	3,000

» Om de drie jaren heeft de veldwachter recht op eene verhooging zijner aanvangswedde, bepaald op 5 t. h.

» De driejaarlijksche verhooging is niet langer verplicht, wanneer de veldwachter den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren heeft om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

» L'augmentation triennale pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au garde champêtre qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

» Le garde champêtre devra être préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications. Ce procès-verbal sera signé par le président du Conseil communal et le garde champêtre intéressé. Une expédition en sera transmise à la Députation permanente.

» Un recours au Roi est ouvert aux titulaires contre les décisions des Députations permanentes fixant le montant de leur traitement initial ou leur refusant une augmentation de traitement annuelle, soit facultative ou extraordinaire.

» Le traitement est payé aux titulaires par mois; il prend cours à dater du jour de l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement au garde champêtre démissionnaire ou révoqué et, en cas de décès, à ses ayants droit.

» Les traitements seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte du nombre d'années de service du titulaire. Il en sera de même, lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

» Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

» De driejaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den veldwachter die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

» De veldwachter moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt door den voorzitter van den gemeenteraad en door den betrokken veldwachter ondertekend. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie.

» De titularissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, welke het bedrag hunner aanvangswedde vaststellen of hun eene niet verplichte of buitengewone jaarlijksche verhooging van wedde weigeren.

» De jaarwedde van den titularis wordt hem per maand betaald; deze jaarwedde loopt vanaf den dag, waarop hij in bediening treedt. Elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den ontslagnemenden of afgezetten veldwachter en, in geval van overlijden, aan zijne rechthebbenden.

» De jaarwedden worden, overeenkomstig bovenstaande bepalingen, herzien te rekenen van 1 Januari 1920, volgens de bevolking der jongste tienjaarlijksche volkstelling en met inachtneming van het getal dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking, blijken uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

» De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de verhoogingen, voorzien bij bovenstaand lid 3, te berekenen.

» Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci-dessus, restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions. »

ART. 2.

La loi du 31 octobre 1919 imposant aux communes l'obligation de payer à leurs agents une indemnité de vie chère, dont le taux trimestriel doit être fixé par la Députation permanente, cessera, en ce qui concerne les gardes champêtres, de sortir ses effets à dater de l'application de l'article premier ci-dessus.

ART. 3.

Il est interdit aux gardes-champêtres de tenir des débits de boissons, même par personne interposée, à peine de suspension et, en cas de récidive, de révocation. Le garde champêtre intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications comme il est prescrit ci-dessus par l'article premier.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

En cas d'inaction du Conseil communal et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le gouverneur de la province, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

» De huidige jaarwedden, welke het hierboven vastgestelde bedrag mochten overschrijden, blijven verworven en mogen niet worden verminderd zoolang de titularissen in bediening blijven. »

ART. 2.

De wet van 31 October 1919, krachtens welke de gemeenten verplicht zijn aan hunne beambten een duurtebijslag te betalen, waarvan het driemaandelijksch bedrag door de Bestendige Deputatie moet worden vastgesteld, houdt op, wat de veldwachters betreft, van kracht te zijn vanaf den dag waarop bovenstaand eerste artikel wordt toegepast.

ART. 3.

Het is aan de veldwachters verboden, drankslijterijen te houden, zelfs door een tussenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. De betrokken veldwachter moet vooraf worden gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt, zooals door bovenstaand eerste artikel wordt voorgeschreven.

Welke ook de gewezen straf zij, moet de beslissing van den gemeenteraad aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep komen binnen vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd beteeënd.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

Les gardes champêtres peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 4.

Dans les communes de moins de 5,000 habitants l'État interviendra pour la moitié dans les traitements et augmentations triennales.

De veldwachters kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen van den Gouverneur, welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

ART. 4.

In de gemeenten beneden 5,000 inwoners draagt de Staat de helft van de jaarwedden en van de driejaarlijksche verhoogingen.

J. MAENHAUT.

S. WINANDY.

CAM. MOSTAERT.

J.-B. PÉRIQUET.

A. BUYSSE.

CAM. OZERAY.

